



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/CN.4/477
10 mai 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Quarante-huitième session
Genève, 6 mai - 26 juillet 1996

DEUXIEME RAPPORT SUR LES RESERVES AUX TRAITES

de M. Alain PELLET, Rapporteur spécial

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Chapitre I. VUE GENERALE DE L'ETUDE	1 - 54	2
Section 1. Le premier rapport sur les réserves aux traités et ses suites	1 - 8	2
Section 2. Les travaux futurs de la Commission sur le sujet des réserves aux traités	9 - 50	4
Paragraphe 1. Champ de l'étude	9 - 17	4
Paragraphe 2. Forme de l'étude (rappel)	18 - 32	8
a) La préservation des acquis	19 - 22	8
b) Un projet d'articles assortis de commentaires...	23	9
c) ... et de clauses types	24 - 31	9
d) Forme finale du guide de la pratique	32	12
Paragraphe 3. Schéma général de l'étude	33 - 50	13
a) Caractéristiques du schéma proposé	33 - 36	13
b) Schéma général provisoire de l'étude	37	15
c) Commentaire sommaire du schéma proposé	38 - 50	18
Section 3. Conclusion du chapitre	51 - 54	22

Chapitre I

VUE GENERALE DE L'ETUDE

Section 1. Le premier rapport sur les réserves aux traités et ses suites

1. Conformément aux souhaits de l'Assemblée générale 1/, le Rapporteur spécial a présenté, lors de la quarante-septième session de la Commission, un Rapport préliminaire sur le droit et la pratique des réserves aux traités 2/. En trois chapitres, ce rapport a :

- décrit brièvement les travaux antérieurs de la Commission relatifs aux réserves et leurs suites,
- procédé à un inventaire sommaire des problèmes posés par le sujet, et
- présenté un certain nombre de suggestions sur la portée et la forme des travaux futurs de la Commission.

2. Aux termes de l'examen auquel la Commission a procédé, le Rapporteur spécial a résumé de la manière suivante les conclusions qu'il tirait de ces débats :

"a) La Commission estimait que le titre du sujet devait être modifié pour se lire dorénavant 'Les réserves aux traités' ;

b) La Commission devrait adopter un guide de la pratique en matière de réserves. Conformément au statut de la Commission et à sa pratique habituelle, ce guide se présenterait sous la forme d'un projet d'articles dont les dispositions, assorties de commentaires, constitueraient des lignes directrices susceptibles de guider la pratique des Etats et des organisations internationales en matière de réserves; ces dispositions seraient, le cas échéant, accompagnées de clauses types;

c) Les arrangements ci-dessus devraient être interprétés avec souplesse et, si elle estimait devoir s'en écarter de manière importante, la Commission pourrait soumettre à l'Assemblée générale de nouvelles propositions au sujet de la forme que pourrait revêtir le résultat de ses travaux;

d) Il existait un consensus au sein de la Commission pour considérer qu'il n'y avait pas lieu de modifier les dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986" 3/.

1/ A/RES/48/31 du 9 décembre 1993, par. 7.

2/ A/CN.4/470.

3/ Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-septième session, Assemblée générale, Documents officiels, cinquantième session, Supplément No 10 (A/50/10), par. 491.

3. De l'avis de la Commission, ces conclusions ont constitué "le résultat de l'étude préliminaire demandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 48/31 du 9 décembre 1993 et 49/51 du 9 décembre 1994", étant entendu que "[s]elon la Commission, les clauses types sur les réserves, à insérer dans les traités multilatéraux, devraient être conçues de manière à réduire au maximum les possibilités de différend à l'avenir" 4/.

4. Suite aux débats de la Sixième Commission sur le Rapport de la Commission, l'Assemblée générale, par sa résolution 50/45 du 26 janvier 1996, a pris note du commencement des travaux de la Commission sur ce thème et l'a invitée "à poursuivre ses travaux sur [ce sujet] selon les modalités indiquées dans son rapport" 5/.

5. Par ailleurs, lors de sa 2416ème séance, le 13 juillet 1995, "la Commission a autorisé le Rapporteur spécial à préparer un questionnaire détaillé en matière de réserves aux traités afin de s'enquérir de la pratique suivie et des problèmes rencontrés par les Etats et les organisations internationales, particulièrement celles qui étaient dépositaires de conventions internationales" 6/. Par sa résolution 50/45 précitée, l'Assemblée générale a invité "les Etats et les organisations internationales, en particulier les dépositaires, à répondre promptement au questionnaire établi par le Rapporteur spécial sur le sujet concernant les réserves aux traités" 7/.

6. Conformément à ces dispositions, le Rapporteur spécial a établi un questionnaire détaillé, dont le texte a été adressé par le Secrétariat aux Etats Membres des Nations Unies ou d'une institution spécialisée ou Parties au Statut de la Cour internationale de Justice et qui sera distribué lors de la quarante-huitième session de la Commission sous la cote ILC(XLVIII)/CRD.1. Douze Etats 8/ ont, pour l'instant, répondu au questionnaire. A l'exception de Saint-Marin, ces Etats ont répondu exclusivement aux questions sur lesquelles le Rapporteur spécial avait attiré l'attention de manière particulière et qui concernent plus spécialement les questions traitées dans le présent rapport 9/; plusieurs d'entre eux ont assorti leurs réponses d'une documentation abondante et d'un grand intérêt sur leur pratique en matière de réserves.

4/ *Ibid.*, par. 492.

5/ Par. 4.

6/ Op. cit. (note 3), par. 493.

7/ Par. 5.

8/ Canada, Chili, Danemark, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovénie et Suisse. Le Rapporteur spécial tient à exprimer sa vive reconnaissance à ces Etats. Il espère qu'il leur sera possible de compléter leurs réponses et que d'autres Etats répondront au questionnaire dans un avenir proche.

9/ Cf. le paragraphe 6 de la note d'envoi du questionnaire.

7. Le Rapporteur spécial a en outre préparé un questionnaire du même type qui sera adressé prochainement aux organisations internationales depositaires de traités multilatéraux et dont le texte sera distribué ultérieurement.

8. En outre, comme le Rapporteur spécial s'y était engagé l'an dernier 10/, une bibliographie (non exhaustive) sur la question des réserves aux traités a été distribuée sous la cote A/CN.4/478.

Section 2. Les travaux futurs de la Commission sur le sujet des réserves aux traités

Paragraphe 1. Champ de l'étude

9. Dans son rapport préliminaire, le Rapporteur spécial s'est efforcé de dresser un "inventaire sommaire des problèmes posés par le sujet" 11/, sans prétendre à l'exhaustivité et sans hiérarchiser les questions en fonction de leur importance respective ou de leurs relations logiques les unes avec les autres.

10. Bien que l'établissement d'une "problématique générale" n'eût pas été au coeur des débats de la Commission sur ce sujet lors de la quarante-septième session de la Commission, ceux-ci ont permis des clarifications utiles à cet égard 12/. Cinq grands problèmes de fond ont été abondamment débattus lors de la discussion du rapport préliminaire 13/ :

- la définition des réserves, leur différenciation avec les déclarations interprétatives et les différences de régime juridique qui caractérisent les deux institutions 14/;
- la querelle doctrinale (mais qui a des conséquences pratiques importantes) entre les écoles de la "permissibilité"

10/ Cf. A/CN.4/470/Corr.1.

11/ A/CN.4/470, chap. II, par. 91 à 149; voir en particulier les paragraphes 124, 148 et 149, dans lesquels le Rapporteur spécial a énuméré les principaux problèmes qui, selon lui, tiennent aux ambiguïtés et aux lacunes des dispositions relatives aux réserves dans les Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986.

12/ Cf. la partie pertinente du résumé des débats dans le Rapport (note 3) de la Commission susmentionné, par. 446 à 470.

13/ Voir le compte rendu du débat sur ce point par le Rapporteur spécial, *ibid.*, par. 477 à 482, et le compte rendu analytique provisoire de la 2412ème séance, A/CN.4/SR.2412, 11 juillet 1995, p. 7 et 8.

14/ Voir M. Tomuschat, A/CN.4/SR.2401, 20 juin 1995, p. 4; M. Robinson, A/CN.4/SR.2402, 3 juillet 1995, p. 11; M. Lukashuk, *ibid.*, p. 15; M. He, *ibid.*, p. 17; M. Pambou-Tchivounda, A/CN.4/SR.2404, 12 juillet 1995; M. Eirikson, *ibid.*, p. 13; M. Elaraby, *ibid.*, p. 18; M. Rao, *ibid.*, p. 21; M. Yamada, A/CN.4/SR.2407, 4 juillet 1995, p. 10 et 11; M. Al-Baharna, A/CN.4/SR.2412, 11 juillet 1995, p. 6.

ou de l'"admissibilité" d'une part et de l'"opposabilité" d'autre part 15/, qui porte, en définitive, sur ce que l'on peut probablement considérer *prima facie* comme le problème central posé par le sujet : les conditions de licéité et d'opposabilité des réserves 16/;

- le règlement des différends 17/;
- les effets de la succession d'Etats sur les réserves et les objections aux réserves 18/; et
- la question de l'unité ou de la diversité du régime juridique applicable aux réserves en fonction de l'objet du traité auquel elles sont faites 19/.

11. De ce fait, les membres de la Commission ont donné au Rapporteur spécial des indications utiles, sinon sur l'ordre dans lequel les problèmes devaient être traités 20/, du moins sur les questions auxquelles une attention particulière devrait être accordée.

12. De même, les débats de la Sixième Commission, durant la cinquantième session de l'Assemblée générale, permettent de se faire une idée plus exacte

15/ Pour "faire court", on peut estimer que les "permissibilistes" considèrent qu'une réserve contraire à l'objet et au but du traité est nulle par elle-même, tandis que les "opposabilistes" estiment que le seul critère de la validité d'une réserve est la position prise par les autres Etats contractants. Pour de plus amples (mais préliminaires) développements sur ce point, voir le Rapport susmentionné (note 3), notamment par. 100 à 107.

16/ Voir M. Tomuschat, A/CN.4/SR.2401, 20 juin 1995, p. 6; M. Bowett, *ibid.*, p. 7; M. Elaraby, A/CN.4/SR.2404, 12 juillet 1995, p. 18; M. Kabatsi, A/CN.4/SR.2406, 18 juillet 1995, p. 7; M. Yamada, *ibid.*, p. 8 et 9.

17/ Voir M. Robinson, A/CN.4/SR.2402, 3 juillet 1995, p. 7 à 9; M. Villagran Kramer, A/CN.4/SR.2403, 27 juin 1995, p. 2.

18/ Voir M. Mikulka, A/CN.4/SR.2406, 18 juillet 1995, p. 20 et 21, et A/CN.4/SR.2407, 4 juillet 1995, p. 3; M. Eirikson, *ibid.*, p. 13.

19/ Voir M. Robinson, A/CN.4/SR.2402, 3 juillet 1995, p. 12; M. Kramer, A/CN.4/SR.2403, 27 juin 1995, p. 7; M. de Saram, A/CN.4/SR.2404, 12 juillet 1995, p. 7; M. Rao, *ibid.*, p. 20; M. Idris, A/CN.4/SR.2407, 4 juillet 1995, p. 6; M. Yamada, *ibid.*, p. 10 et 12.

20/ Encore que certains membres de la Commission aient exprimé des opinions utiles à cet égard. On peut relever en particulier que plusieurs membres ont fait remarquer que "les problèmes de réserves à des traités et d'objections aux réserves liés à la succession d'Etats ne devraient pas être parmi les priorités de la Commission dans la suite de ses travaux". Voir *supra*, Rapport (note 3), par. 465.

des points qui préoccupent les Etats en la matière 21/. On peut relever en particulier que leurs représentants ont mis l'accent sur deux problèmes de fond essentiels :

- "la question des réserves et les traités relatifs aux droits de l'homme" 22/
- et celle de la "distinction entre déclarations interprétatives et réserves" 23/.

En outre, "certains représentants ont invité la CDI à clarifier [particulièrement] les points suivants : les effets des réserves non admissibles; le régime des objections aux réserves; et la différence précise entre les réserves et les déclarations interprétatives ainsi que la définition exacte des effets juridiques de ces dernières" 24/.

13. Il est intéressant, et, à bien des égards, réconfortant, de constater une concordance de vues assez frappante entre les positions prises par les membres de la Commission d'une part 25/ et les représentants des Etats d'autre part, en ce qui concerne la "hiérarchie" des problèmes posés - ou laissés en suspens - par le régime juridique actuel des réserves aux traités.

14. Il semble donc légitime de considérer que, dès lors que "la Sixième Commission, en sa qualité d'organe constitué de représentants des gouvernements, et la Commission du droit international, en sa qualité d'organe constitué d'experts juridiques indépendants" 26/, s'accordent sur l'importance particulière de certains thèmes, ceux-ci doivent être examinés avec une attention spéciale. Tel est le cas, sans aucun doute,

- de la question de la définition même des réserves;

21/ Voir "Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-septième session", Résumé thématique des débats tenus à la Sixième Commission de l'Assemblée générale pendant sa cinquantième session, établi par le secrétariat, A/CN.4/472/Add.1, "E. Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités", par. 143 à 174.

22/ *Ibid.*, par. 155 à 161; voir aussi les points de vue des délégations des Etats-Unis, A/C.6/50/SR.13, 23 octobre 1995, par. 50 à 53; de l'Espagne, A/C.6/50/SR.18, 8 novembre 1995, par. 62, et A/C.6/50/SR.22, 21 novembre 1995, par. 44; du Liban, A/C.6/50/SR.25, 1er décembre 1995, par. 20; de Sri Lanka, A/C.6/50/SR.24, 7 novembre 1995, par. 82.

23/ Voir *supra*, Rapport (note 21), par. 162 à 167; voir aussi les points de vue des délégations du Venezuela, A/C.6/50/SR.24, 7 novembre 1995, par. 56, et de la République de Corée, *ibid.*, par. 93.

24/ Voir *supra*, Rapport (note 21), par. 148.

25/ Voir *supra*, par. 10.

26/ Voir *supra*, résolution 50/45 de l'Assemblée générale (note 1), préambule, al. 7.

- du régime juridique des déclarations interprétatives;
- de l'effet des réserves contraires au but et à l'objet du traité, et
- des objections aux réserves; et
- des règles applicables, le cas échéant, aux réserves à certaines catégories de traités et, en particulier, aux traités relatifs aux droits de l'homme.

15. Cette liste de problèmes particulièrement importants ne saurait cependant limiter le champ de l'étude de la Commission sur le sujet des réserves aux traités. Tant la Commission elle-même en proposant ce thème 27/ que l'Assemblée générale en approuvant cette proposition 28/ ont évoqué, d'une manière générale, "le droit et la pratique concernant les réserves aux traités", sans préciser ou limiter les problèmes devant faire l'objet de cette étude. Au surplus, il semble difficile d'analyser sérieusement les questions énumérées ci-dessus 29/ et de formuler utilement des projets d'articles à leur sujet sans les replacer dans le contexte plus large du droit relatif aux réserves aux traités. Il ne serait d'ailleurs guère concevable de rédiger un "guide de la pratique" en n'y incluant que des points controversés : si ce guide doit être utilisé par les Etats et les organisations internationales, il convient que les "utilisateurs" y trouvent les réponses à toutes les questions qu'ils peuvent se poser en la matière.

16. Il paraît dès lors raisonnable de prendre en considération l'ensemble des questions relatives aux réserves qui ne sont pas, ou qui sont imparfaitement, résolues par les conventions de codification existantes 30/, tout en accordant une attention à la fois particulière et prioritaire aux problèmes que la CDI et la Sixième Commission ont l'une et l'autre considérés comme présentant une importance spéciale et en rappelant les règles applicables, telles qu'elles ont été codifiées par les conventions existantes ou résultent de la pratique.

17. De plus, comme cela a été rappelé dans le rapport préliminaire sur ce sujet, à la liste relativement longue de ces questions non ou mal résolues par les Conventions de 1969, 1978 et 1986 devraient s'en ajouter d'autres qui tiennent à l'existence de ce que l'on pourrait appeler des institutions "concurrentes" des réserves qui visent à moduler la participation aux traités mais qui, comme elles, menacent l'intégralité et l'universalité des conventions en cause (protocoles additionnels, bilatéralisation, acceptation

27/ Voir le Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-cinquième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 10, A/48/10, par. 427.

28/ Résolution 48/31 du 9 décembre 1993, par. 7.

29/ Par. 14.

30/ Voir supra, note 11, ainsi que les questionnaires adressés aux Etats et aux organisations internationales.

sélective de certaines dispositions, etc.) 31/. Il n'est pas douteux que ces techniques n'entrent pas, en tant que telles, dans le champ de l'étude : ce ne sont pas des réserves. Toutefois, dans la mesure où elles visent aux mêmes fins et ont des effets comparables, il paraît utile de les prendre en considération chaque fois que ceci s'avérera nécessaire, ne fût-ce que pour attirer l'attention des Etats sur les perspectives qu'elles ouvrent dans certains cas; elles peuvent en effet constituer des alternatives utiles à l'utilisation de réserves dans l'hypothèse où le recours à celles-ci se heurte à des objections de nature juridique ou politique. En outre, les réserves à ces instruments posent elles-mêmes des problèmes particuliers qui ne peuvent être négligés 32/.

Paragraphe 2. Forme de l'étude (rappel)

18. Comme cela est rappelé plus haut 33/, la Commission a décidé, lors de sa quarante-septième session, d'élaborer en principe un "guide de la pratique en matière de réserves" et a considéré qu'il n'y avait pas lieu de modifier les dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986, étant entendu que le projet pourrait être assorti, le cas échéant, de "clauses types". Ces modalités, appuyées par de nombreux représentants à la Sixième Commission 34/, ont été approuvées par l'Assemblée générale 35/.

a) *La préservation des acquis*

19. La décision de préserver les acquis des Conventions de Vienne en matière de réserves fournit un point d'appui solide à la suite des travaux de la Commission 36/. Il en résulte en particulier que le point de départ de l'étude du présent sujet est nécessairement constitué par :

- les articles 2, paragraphe 1 d), et 19 à 23 de la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969,
- les articles 2, paragraphe 1 j), et 20 de la Convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités du 23 août 1978, et
- les articles 2, paragraphe 1 d), et 19 à 23 de la Convention de Vienne sur le droit des traités entre Etats et organisations

31/ Voir *supra*, Rapport (note 2), par. 149.

32/ Voir *ibid.*, par. 145 à 147, les exemples brièvement exposés concernant les protocoles additionnels d'une part, la technique de la bilatéralisation - utilisée surtout dans les conventions de droit international privé - d'autre part.

33/ Par. 2 et 3.

34/ Voir *supra*, Résumé thématique (note 21), par. 147.

35/ Voir *supra*, résolution 50/45 (note 1), par. 4.

36/ Voir à ce sujet *supra*, Rapport préliminaire (note 2), chap. III, sect. 1, "La préservation des acquis", par. 153 à 169.

internationales ou entre organisations internationales
du 21 mars 1986 37/.

20. Cette décision constitue également une contrainte en ce sens que la Commission devra s'assurer que les projets d'articles qu'elle sera conduite à adopter seront en tous points conformes à ces dispositions, dont il s'agit uniquement de lever les ambiguïtés et de combler les lacunes 38/.

21. Le Rapporteur spécial se propose donc, dans ses rapports ultérieurs, de rappeler systématiquement, à propos de chacun des points qu'il abordera, les dispositions pertinentes des conventions existantes, d'indiquer de quelle manière les projets d'articles dont il proposera l'adoption s'y rattachent et d'établir leur conformité avec leur lettre et avec leur esprit.

22. Il sera d'ailleurs probablement de bonne pratique de faire figurer le texte même des dispositions existantes en tête de chacun des chapitres du projet de guide de la pratique en matière de réserves qu'il s'agit d'établir.

b) *Un projet d'articles assortis de commentaires...*

23. Ces dispositions devraient, dans chaque cas, être suivies par l'énoncé de règles complémentaires ou "clarificatrices" qui constitueront le corps même de l'étude et qui, comme la Commission l'a souhaité lors de sa quarante-septième session 39/, se présenteront, conformément à sa pratique habituelle, "sous la forme d'un projet d'articles dont les dispositions seront assorties de commentaires".

c) *... et de clauses types*

24. En outre, les projets d'articles eux-mêmes seront, le cas échéant, suivis de clauses types conçues, conformément aux directives de la Commission, "de manière à réduire au maximum les possibilités de différend à l'avenir" 40/.

25. La fonction de ces clauses types doit être bien comprise.

37/ Ces dispositions sont reproduites *in extenso* *ibid.*, par. 60, 70 et 89.

38/ Sans doute, la Commission a-t-elle également estimé que les arrangements qu'elle avait adoptés, y compris en ce qui concerne la préservation des acquis, "devaient être interprétés avec souplesse" et que, "si elle estimait devoir s'en écarter de manière importante, [elle] pourrait soumettre à l'Assemblée générale de nouvelles propositions au sujet de la forme que pourrait revêtir le résultat de ses travaux" (voir *supra*, Rapport (note 3), par. 491), ce qui implique que si la nécessité impérieuse s'en faisait sentir, elle pourrait proposer de remettre en cause certaines des règles retenues dans les Conventions de 1969, 1978 et 1986. De l'avis du Rapporteur spécial, il ne devrait et pourrait en aller ainsi qu'après mûre réflexion.

39/ Voir *supra*, par. 2 et 3.

40/ Voir *supra*, par. 3.

26. Le "guide de la pratique" que la Commission a l'intention d'établir est destiné à proposer aux Etats et aux organisations internationales des "lignes directrices susceptibles de guider [leur] pratique en matière de réserves" 41/. Il s'agira donc de règles générales ayant vocation à s'appliquer à tous les traités, quel qu'en soit l'objet 42/, dans le silence des dispositions conventionnelles. Toutefois, comme d'ailleurs les règles des Conventions de Vienne elles-mêmes 43/ et les normes coutumières qu'elles consacrent 44/, ces règles seront de nature purement supplétive de volonté; elles ne sauraient avoir une quelconque valeur impérative et les Parties contractantes seront, bien évidemment, toujours libres de les écarter. Il suffira pour cela que les négociateurs introduisent, dans le traité, des clauses spécifiques relatives aux réserves.

27. On a souvent souligné l'intérêt qu'il y a à insérer dans les traités multilatéraux des clauses relatives aux réserves 45/. Ainsi, dans son avis consultatif du 28 mai 1951 sur les *Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, la CIJ a relevé les inconvénients qu'entraînait l'importante divergence de vues entre les Etats en ce qui concerne les effets des réserves et des objections et fait valoir qu'"un article relatif à l'usage des réserves aurait pu [y] obvier" 46/. De même, la Commission a rappelé dans son Rapport de 1951 à l'Assemblée générale que :

41/ Voir *supra*, Rapport (note 3), par. 491 b).

42/ Voir *infra*, chap. II.

43/ Voir notamment : Adolfo Maresca, Il diritto dei trattati - La Convenzione codificatrice di Vienna del 23 Maggio 1969, Milan, Giuffrè, 1971, p. 289 et 304; Pierre-Henri Imbert, Les réserves aux traités multilatéraux; évolution du droit et de la pratique depuis l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice le 28 mai 1951, Pédone, Paris, 1979, p. 160 et 161 et 223 à 230; J.M. Ruda, "Reservations to Treaties", RCADI 1975-III, vol. 146, p. 180, ou Paul Reuter, Introduction au droit des traités, 3ème édition revue et augmentée par Philippe Cahier, PUF, Paris, IUHEI, Genève, 1995, p. 73 à 75; telle était aussi la position et de la CIJ (Recueil, 1951, p. 26, cité *infra*, par. 27) et des auteurs de l'opinion dissidente commune ("les Etats qui négocient une convention sont libres de modifier tant la règle [coutumière qu'ils estimaient exister] que la pratique en insérant, dans la convention, les dispositions expresses qui conviennent - ce qu'ils font d'ailleurs fréquemment", *ibid.*, p. 41).

44/ Voir *supra*, Rapport préliminaire (note 2), par. 154 à 157.

45/ Même s'il n'y a pas là une panacée; voir à cet égard P.H. Imbert, *op. cit.* (note 43), qui souligne que "les clauses de réserves ne constituent pas dans tous les cas une solution idéale, toujours préférable au silence du traité" (p. 214); voir le chapitre que l'auteur consacre au "rôle réduit des clauses conventionnelles dans le droit applicable à l'admission des réserves" (p. 202 à 230).

46/ Recueil, 1951, p. 26.

"Les Etats négociateurs ont toujours le pouvoir d'inclure, dans le texte de la convention même, des dispositions fixant les limites éventuelles dans lesquelles les réserves seraient recevables, ainsi que l'effet qu'il conviendrait de reconnaître aux objections qui seraient formulées à leur rencontre, et, d'ordinaire, c'est lorsqu'une convention ne contient aucune disposition à ce sujet que naissent les difficultés. Aussi est-il hautement souhaitable que les rédacteurs d'une convention abordent de front le problème des réserves aux conventions multilatérales, au moment même où ils élaborent le texte de la convention; de l'avis de la Commission, c'est cette méthode qui donnera vraisemblablement, à la longue, les résultats les plus satisfaisants" 47/.

Et, par sa résolution 598 (V) du 12 janvier 1952, l'Assemblée générale a recommandé

"que les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les Etats envisagent, lors de l'élaboration des conventions multilatérales, l'opportunité d'insérer dans ces conventions des dispositions concernant la recevabilité ou l'irrecevabilité des réserves et l'effet qu'il faut attribuer aux réserves".

28. De telles clauses peuvent avoir une triple fonction :

- ou bien, elles renvoient aux règles figurant dans les Conventions de 1969 ou de 1986 soit explicitement 48/, soit implicitement en reproduisant les termes de certaines de leurs dispositions 49/;
- ou bien, elles en comblent les lacunes ou en lèvent les ambiguïtés, en précisant les points obscurs ou non abordés par les Conventions de Vienne;

47/ Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session du 16 mai au 27 juillet 1951, Assemblée générale, Documents officiels, sixième session, Supplément No 9 (A/1858), par. 27.

48/ Voir l'article 75 de la Convention interaméricaine des droits de l'homme : "Des réserves ne peuvent être faites à la présente Convention qu'en conformité avec les dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités souscrite le 23 mai 1969".

49/ Voir par exemple l'article 28, paragraphe 2, de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (qui reprend d'ailleurs les termes de l'article 20, paragraphe 2, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 7 mars 1966, donc antérieure à l'adoption de la Convention de Vienne de 1969), aux termes duquel : "Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention ne sera autorisée..."; voir aussi l'article 51, paragraphe 2, de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ou l'article 91, paragraphe 2, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille du 18 décembre 1990.

- ou bien enfin, elles dérogent aux règles de Vienne en prévoyant un régime spécial en matière de réserves, que les Parties contractantes jugent plus approprié aux fins du traité particulier qu'elles ont conclu.

29. Les clauses types que la Commission se propose de suggérer dans le cadre de l'étude des réserves aux traités ne sauraient s'apparenter au premier de ces modèles : de telles clauses, si elles assurent, sans discussion possible, l'application uniforme d'un régime de réserves, que les parties au traité aient ou non ratifié les Conventions de Vienne, laissent intégralement subsister les lacunes et ambiguïtés des dispositions pertinentes de ces conventions. De même, les clauses types n'auront pas pour fonction de combler ces lacunes ou de lever ces ambiguïtés : tel est précisément l'objet du "guide de la pratique" dont la Commission entreprend l'élaboration. Il pourra, en revanche, être utile qu'à l'avenir les Etats et organisations internationales contractants insèrent des clauses de réserves reprenant les projets d'articles qui figureront dans le futur guide de la pratique afin d'en assurer la cristallisation en normes de nature coutumière.

30. Toutefois, la fonction des clauses types, qui s'ajouteront au projet d'articles proprement dit, est différente. Il s'agira exclusivement d'inciter les Etats à insérer dans certains traités particuliers ces clauses types en matière de réserves, dérogatoires du droit commun et mieux adaptées à la nature particulière de ces traités ou aux circonstances dans lesquelles ils auront été conclus. Une telle pratique aurait le mérite d'adapter le régime juridique des réserves aux exigences particulières propres à ces traités ou à ces circonstances, préservant ainsi la souplesse à laquelle la Commission et les représentants des Etats sont à juste titre attachés, sans remettre en cause l'unité du droit commun applicable aux réserves aux traités.

31. Bien entendu, cette technique n'est utilisable que pour les traités qui viendront à être conclus dans le futur. En ce qui concerne les traités en vigueur, les deux seules possibilités seraient soit de les modifier, soit d'adopter un protocole additionnel consacré aux réserves, ce qui ne laisse pas de poser de difficiles problèmes.

d) *Forme finale du guide de la pratique*

32. En définitive, le guide de la pratique en matière de réserves que la Commission se propose d'élaborer conformément à l'invitation que lui a faite l'Assemblée générale devrait être divisé en chapitres 50/. Chacun de ces chapitres devrait se présenter sous la forme suivante :

- **rappel des dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 ou 1986,**
 - commentaire de ces dispositions mettant en évidence leur sens, leur portée, leurs ambiguïtés et leurs lacunes 51/;

50/ Voir *infra*, par. 3.

51/ Pour l'essentiel, il devrait s'agir d'un bref rappel se fondant sur les développements du Rapport préliminaire susmentionné (note 2).

- **projets d'articles visant à combler ces lacunes ou à lever ces ambiguïtés,**
 - commentaire de ces projets d'articles;
- **clauses types susceptibles d'être insérées, le cas échéant, dans des traités spécifiques et dérogeant aux projets d'articles,**
 - commentaire de ces clauses types.

Paragraphe 3. Schéma général de l'étude

a) *Caractéristiques du schéma proposé*

33. L'étude préliminaire demandée par l'Assemblée générale à la Commission du droit international a porté, conformément aux termes de la résolution 48/31 du 9 décembre 1993, sur la forme que devrait prendre le résultat du travail de la Commission sur le thème des réserves aux traités, plus que sur le contenu de l'étude à entreprendre. Sans qu'il soit probablement nécessaire de fixer d'emblée un plan complet et rigide de celui-ci, il paraît cependant utile de réfléchir au schéma général dont la Commission pourrait s'inspirer pour la suite de ses travaux sur ce sujet.

34. De l'avis du Rapporteur spécial, un tel schéma devrait répondre aux exigences suivantes :

1) il devrait permettre de couvrir le sujet "Les réserves aux traités" dans son intégralité de façon à ce que les Etats et les organisations internationales puissent trouver dans le guide de la pratique qui résultera de l'étude de la Commission tous les éléments utiles en ce domaine;

2) il devrait aussi mettre en évidence les problèmes qui demeurent le plus mal résolus à l'heure actuelle et qui préoccupent à juste titre les Etats et les organisations internationales;

3) il devrait en outre être suffisamment clair et simple pour permettre aux membres de la Commission et aux représentants des Etats à l'Assemblée générale de suivre sans trop de difficultés les progrès de l'étude;

4) il devrait aboutir à un guide de la pratique réellement utilisable par les Etats et les organisations internationales; si les considérations théoriques ne sauraient, sans aucun doute, être complètement absentes de l'étude - ne fût-ce que parce qu'elles ont des conséquences pratiques considérables -, elles ne sauraient dicter l'approche générale du sujet, que le Rapporteur spécial conçoit comme devant être plus pragmatique que théorique; et

5) il devrait enfin constituer un cadre général susceptible d'adaptations et de compléments si le besoin s'en fait sentir, à mesure de l'avancement des travaux de la Commission.

35. Pour établir le schéma ci-après (figurant *sub littera b*)), le Rapporteur spécial s'est fondé sur les éléments suivants :

1) les dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986; ceci lui a paru constituer le point de départ indispensable de toute réflexion sur le contenu de l'étude dès lors qu'il a été convenu que celle-ci doit "préserver les acquis" 52/;

2) le recensement non exhaustif des problèmes posés par le sujet que le Rapporteur spécial avait tenté de faire dans son Rapport préliminaire 53/; bien que cette liste eût été établie sur la base d'une étude superficielle des travaux préparatoires des trois Conventions de Vienne et de la doctrine, elle n'a pas fait l'objet de contestations fondamentales lors de la discussion de ce rapport;

3) les débats qui ont eu lieu au sein de la Commission puis de la Sixième Commission de l'Assemblée générale sur le sujet des réserves aux traités et qui ont permis d'avoir une idée plus complète et plus exacte des problèmes posés par le sujet, et de les "hiérarchiser" en fonction des préoccupations exprimées par les membres de la CDI et par les représentants des Etats 54/;

4) les réponses des Etats au questionnaire établi par le Rapporteur spécial 55/ et les documents reçus des organisations internationales 56/.

36. Il s'agit, au demeurant, d'un schéma purement provisoire, destiné à donner aux membres de la Commission une vue globale des intentions actuelles du Rapporteur spécial, au sujet desquelles il serait heureux de recueillir leurs réactions et leurs suggestions.

52/ Voir *supra*, par. 19 à 22.

53/ Voir *supra*, par. 9 et les références données dans la note 11.

54/ Voir *supra*, par. 1, par. 9 à 17.

55/ Voir *supra*, par. 6.

56/ Voir *supra*, Rapport préliminaire (note 2), note 196.

b) *Schéma général provisoire de l'étude*

37. PLAN PROVISOIRE DE L'ETUDE 57/

- I. UNITE OU DIVERSITE DU REGIME JURIDIQUE DES RESERVES AUX TRAITES MULTILATERAUX (Les réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme)
 - A. L'unité des règles applicables aux traités multilatéraux généraux (148 xi))
 - a) Le régime juridique des réserves est généralement applicable
 - b) Le régime juridique des réserves est généralement appliqué
 - B. Les mécanismes de contrôle (124 vii), 148 xiii) et xiv))
 - a) L'appréciation de la licéité des réserves par les mécanismes de contrôle
 - b) Les conséquences de la constatation de l'illicéité d'une réserve
- II. DEFINITION DES RESERVES
 - a) La définition positive (1969 et 1986 : art. 2.1 d); 1978 : art. 1 j))
 - b) Distinction des réserves et des autres procédés destinés à moduler l'application des traités (149)
 - c) Distinction des réserves et des déclarations interprétatives (148 iii))
 - d) Le régime juridique des déclarations interprétatives (148 iv), v) et vi))
 - e) Les réserves aux traités bilatéraux (148 i) et ii))

57/ Sont mentionnés entre parenthèses à la suite de chaque rubrique les articles pertinents des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986 (l'absence de mention signifie que le problème n'est pas abordé dans ces conventions) et les questions formulées aux paragraphes 124, 148 et 149 du Rapport préliminaire susmentionné (note 2).

III. FORMULATION ET RETRAIT DES RESERVES, DES ACCEPTATIONS
ET DES OBJECTIONS 58/

A. Formulation et retrait des réserves

- a) Moments où la formulation d'une réserve peut intervenir (1969 et 1986 : art. 19, chapeau)
- b) Procédure de formulation (1969 et 1986 : art. 23.1 et 4)
- c) Retrait (1969 et 1986 : art. 22.1 et 3 a) et 23.4)

B. Formulation des acceptations aux réserves

- a) Procédure de formulation de l'acceptation (1969 et 1986 : art. 23.1 et 3)
- b) Acceptation implicite (1969 et 1986 : art. 20.1 et 5)
- c) Les obligations d'acceptation expresse (1969 et 1986 : art. 20.1, 2 et 3) (124 ii), 148 xii))

C. Formulation et retrait des objections aux réserves

- a) Procédure de formulation de l'objection (1969 et 1986 : art. 23.1 et 3)
- b) Retrait de l'objection (1969 et 1986 : art. 22.2 et 3 b) et 23.4)

IV. EFFETS DES RESERVES, DES ACCEPTATIONS ET DES OBJECTIONS

- Admissibilité ou opposabilité ? Position du problème

A. L'interdiction de certaines réserves

- a) Difficultés liées à l'application des clauses de réserves (1969 et 1986 : art. 19 a) et b))
- b) Difficultés liées à la détermination de l'objet et du but du traité (1969 et 1986 : art. 19 c))
- c) Difficultés liées à la nature coutumière de la règle sur laquelle porte la réserve (148 xv), xvi) et xvii))

58/ Dans la mesure où le rôle des dépositaires semble, dans le système dominant, devoir être exclusivement "mécanique", ce chapitre sera probablement le lieu privilégié, quoique probablement non exclusif, pour l'évoquer.

- B. Les effets des réserves, des acceptations et des objections en cas de réserve conforme aux dispositions de l'article 19 des Conventions de 1969 et 1986
- a) dans les relations de l'Etat ou de l'organisation internationale réservataire avec une partie ayant accepté la réserve (1969 et 1986 : art. 20.4 a) et c) et 21.1) (124 xv))
 - b) dans les relations de l'Etat ou de l'organisation réservataire avec une partie objectante 59/ (1969 et 1986 : art. 20.4 b) et 21.3) (124 viii), ix), x), xii), xiii) et xiv))
- C. Les effets des réserves, des acceptations et des objections en cas de réserve non conforme aux dispositions de l'article 19 des Conventions de 1969 et 1986
- a) dans les relations de l'Etat ou de l'organisation internationale réservataire avec une partie ayant accepté la réserve 60/ (1969 et 1986 : art. 20.4 a) et c) et 21.1) (124 v) et vi))
 - b) dans les relations de l'Etat ou de l'organisation réservataire avec une partie objectante 61/ (1969 et 1986 : art. 20.4 b) et 21.3) (124 xi) et xii))
 - c) une réserve non conforme aux dispositions de l'article 19 doit-elle être réputée nulle indépendamment de toute objection ? (124 iii) et iv))
- D. Les effets des réserves dans les relations entre les autres parties contractantes
- a) sur l'entrée en vigueur du traité (148 vii))
 - b) dans les relations des autres parties *inter se* (1969 et 1986 : art. 21.2)

59/ Y compris la question de la licéité d'une objection dans cette hypothèse.

60/ Y compris la question de la licéité d'une acceptation dans cette hypothèse.

61/ Y compris la question de la nécessité d'une objection dans cette hypothèse.

V. SORT DES RESERVES, DES ACCEPTATIONS ET DES OBJECTIONS EN CAS DE SUCCESSION D'ETATS

- Portée de l'article 20 de la Convention de Vienne de 1978 limitée aux Etats nouvellement indépendants

A. Dans le cas des Etats nouvellement indépendants

- a) Maintien sélectif des réserves (1978 : art. 20.1)
- b) Sort des acceptations des réserves de l'Etat prédécesseur en cas de maintien des réserves (148 ix))
- c) Sort des objections aux réserves de l'Etat prédécesseur en cas de maintien des réserves (148 x))
- d) Possibilité pour un Etat nouvellement indépendant de formuler de nouvelles réserves et ses conséquences (1978 : art. 20.2 et 3) (148 ix))
- e) Sort des objections et des acceptations de l'Etat prédécesseur au sujet de réserves formulées par des Etats tiers

B. Dans les autres hypothèses de succession d'Etats (148 ix) et x))

- a) en cas de succession concernant une partie du territoire de l'Etat
- b) en cas d'unification ou de séparation d'Etats (148 viii))
- c) en cas de dissolution d'Etats

VI. LE REGLEMENT DES DIFFERENDS LIES AU REGIME DES RESERVES

- a) Le silence des Conventions de Vienne et ses conséquences négatives (124 vii))
- b) Opportunité de mécanismes de règlement des différends - clauses types ou protocole additionnel.
- c) *Commentaire sommaire du schéma proposé*

i) Unité ou diversité du régime juridique des réserves aux traités

38. Il s'agit ici de savoir si le régime juridique des réserves, tel qu'il est fixé par la Convention sur le droit des traités du 23 mai 1969, est applicable à tous les traités, quel que soit leur objet. La question aurait pu être posée au cas par cas, à propos de chacune de ces règles. Toutefois, trois raisons plaident en faveur d'une étude distincte et liminaire :

- en premier lieu, les données du problème sont, en partie au moins, les mêmes quelles que soient les dispositions en cause;

- en deuxième lieu, son examen peut être l'occasion de s'interroger sur certaines données de base du régime des réserves de caractère général, ce qu'il est préférable de faire *in limine*;
- enfin, cette question est au coeur de controverses très actuelles en ce qui concerne surtout les réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme, ce qui justifie que l'accent soit mis sur l'examen des problèmes particuliers les concernant.

Il s'agit du reste là de l'une des principales difficultés sur lesquelles ont insisté tant les membres de la CDI lors de sa quarante-septième session que les représentants des Etats à la Sixième Commission lors de la cinquantième session de l'Assemblée générale 62/.

ii) Définition des réserves

39. Il en va de même en ce qui concerne la définition des réserves, question qui a constamment été liée, durant les discussions, à la différence entre réserves et déclarations interprétatives et au régime juridique de ces dernières 63/. Il paraît en outre utile de lier l'étude de cette question à celle d'autres procédés qui, tout en n'étant pas des réserves, ont, comme elles, pour objet et pour effet de permettre aux Etats de moduler les obligations résultant d'un traité auquel ils sont parties; il s'agit là d'alternatives aux réserves et le recours à de tels procédés peut probablement permettre, dans des cas particuliers, de surmonter certains problèmes liés aux réserves.

40. Par commodité, le Rapporteur spécial envisage également d'évoquer les réserves aux traités bilatéraux avec la définition même des réserves : la question préalable que posent les réserves aux traités bilatéraux est en effet de savoir s'il s'agit de véritables réserves, dont la définition précise est donc une condition nécessaire à son examen. En outre, bien que l'on eût pu songer traiter de la question à propos de l'unité ou de la diversité du régime juridique des réserves, il semble, à première vue, qu'elle relève d'une problématique différente.

iii) Formulation et retrait des réserves, des acceptations et des objections

41. A l'exception de quelques problèmes liés à l'application des paragraphes 2 et 3 de l'article 20 des Conventions de Vienne de 1969 et 1986 64/, ce chapitre ne paraît pas, *prima facie*, porter sur des questions sources de graves difficultés. Il n'en est pas moins nécessaire

62/ Voir *supra*, par. 10 à 16 et les notes 19 et 22.

63/ Voir *ibid.* et les notes 14 et 23.

64/ Définition exacte des traités multilatéraux restreints et lacunes du régime applicable aux réserves aux actes constitutifs des organisations internationales en particulier.

de l'inclure dans l'étude : il s'agit là de questions pratiques qui se posent constamment et l'on ne saurait guère concevoir un "guide de la pratique" qui ne contiendrait pas de développements à cet égard 65/.

iv) Effets des réserves, des acceptations et des objections

42. Il s'agit là, sans aucun doute, de l'aspect le plus difficile de l'étude; les membres de la Commission et les représentants des Etats au sein de la Sixième Commission en sont tombés d'accord 66/. C'est aussi celui sur lequel des courants doctrinaux apparemment irréconciliables se sont le plus nettement opposés 67/.

43. Nul ne conteste que certaines réserves sont interdites; et ceci découle du reste de la manière la plus claire des dispositions de l'article 19 des Conventions de Vienne de 1969 et 1986. Toutefois, leur mise en oeuvre ne va pas sans poser problème. Ce sont ces difficultés qui devront être évoquées sous la lettre A du chapitre IV.

44. Les controverses surgissent réellement en ce qui concerne les effets des réserves, de leur acceptation et des objections qui y sont faites, ainsi que les circonstances dans lesquelles acceptations ou objections sont soit licites (ou illicites), soit nécessaires (ou superflues). Tel est le coeur de l'opposition entre les écoles de l'"admissibilité" ou de la "permissibilité" d'une part, et de l'"opposabilité" d'autre part 68/. De l'avis du Rapporteur spécial, il est certainement prématuré de prendre position à ce stade et il n'est pas impossible que la Commission puisse proposer des directives concrètes susceptibles de guider utilement la pratique des Etats et des organisations internationales sans avoir besoin de trancher entre ces thèses doctrinales opposées. Il est possible aussi qu'elle soit conduite à emprunter à l'une et à l'autre en vue d'arriver à des solutions pratiques satisfaisantes et équilibrées.

45. Telle est la raison pour laquelle le schéma général reproduit ci-dessus 69/ se garde de prendre position fût-ce implicitement sur les questions théoriques qui divisent la doctrine 70/. Partant de l'idée qu'il y a, sans aucun doute, des réserves licites et des réserves illicites 71/,

65/ Voir *supra*, par. 15.

66/ Voir *supra*, par. 10 à 16 et note 16.

67/ Voir *supra*, Rapport préliminaire (note 2), par. 97 à 108 et 115 à 123.

68/ Voir *ibid.*

69/ Par. 37, IV.

70/ Mais il faut répéter que pour "théoriques" qu'elles soient, ces questions ont de très importantes incidences pratiques.

71/ Voir *supra*, par. 43, et le point IV.A dans le schéma général.

le Rapporteur spécial a pensé que la méthode la plus "neutre" et objective consistait à s'interroger en deux temps sur les effets des réserves, des acceptations et des objections lorsque la réserve est licite d'une part (IV.B) et lorsqu'elle est illicite d'autre part (IV.C), étant entendu qu'il convient d'étudier séparément deux problèmes particuliers qui, *prima facie*, se posent dans les mêmes termes, que la réserve soit ou non licite, et qui concernent l'effet d'une réserve dans les relations des autres parties entre elles (IV.D).

v) Sort des réserves, des acceptations et des objections en cas de succession d'Etats

46. Comme cela ressort du Rapport préliminaire 72/ et de certaines interventions lors des débats de la Commission en 1995 73/, la Convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités du 23 août 1978 a laissé subsister de nombreuses lacunes et interrogations relatives à ce problème que son article 20 n'envisage qu'en ce qui concerne le cas des Etats nouvellement indépendants et sans aborder la question du sort des acceptations des réserves de l'Etat prédécesseur et des objections qui leur avaient été faites ou des acceptations et des objections formulées par l'Etat prédécesseur à des réserves faites par des Etats tiers à un traité auquel l'Etat successeur établit sa qualité de partie.

vi) Le règlement des différends liés au régime des réserves

47. Il n'est pas dans les habitudes de la Commission d'assortir les projets d'articles qu'elle élabore de clauses relatives au règlement des différends 74/. Le Rapporteur spécial considère qu'il n'y a pas de raison *a priori* de se départir de cette pratique dans la grande majorité des cas : à son avis, la discussion d'un régime de règlement des différends détourne l'attention du sujet en examen à proprement parler, suscite des controverses inutiles et nuit à l'achèvement des travaux de la Commission dans des délais raisonnables. Il lui semble que, si les Etats en ressentent le besoin, la Commission serait mieux inspirée d'entreprendre la rédaction de projets d'articles de portée générale qui seraient susceptibles d'être adjoints, sous forme, par exemple, de protocole facultatif, à l'ensemble des conventions de codification.

72/ Voir *supra*, Rapport (note 2), par. 62 à 71.

73/ Voir *supra*, Rapport (note 3), par. 462 à 464.

74/ L'exception est constituée par le projet d'articles sur la responsabilité des Etats : en 1975 il a été prévu que la Commission pourrait décider d'y ajouter une troisième partie sur la question du règlement des différends et de la mise en oeuvre de la responsabilité (Annuaire ... 1975, vol. II, p. 60 à 64, document A/10010/Rev.1, par. 38 à 51); depuis 1985 "la Commission est partie de l'hypothèse que le projet d'articles comprendrait une troisième partie, consacrée au règlement des différends et à la mise en oeuvre de la responsabilité internationale" (cf. Rapport susmentionné (note 3), par. 233); elle a adopté le texte de cette troisième partie en première lecture en 1995 (voir *ibid.*, par. 364).

48. Toutefois, le problème se pose peut-être de manière un peu particulière en ce qui concerne le sujet des réserves aux traités.

49. Comme l'ont fait remarquer certains membres de la Commission durant le débat consacré au sujet durant la quarante-septième session, il existe certes des mécanismes de règlement pacifique des différends mais ils n'ont guère, ou pas, été utilisés jusqu'à présent pour surmonter les divergences de vues entre les Etats au sujet des réserves, notamment en ce qui concerne leur compatibilité avec l'objet et le but du traité 75/. Au surplus, lorsque de tels mécanismes existent, comme c'est souvent le cas s'agissant des traités relatifs aux droits de l'homme, la question se pose avec acuité de savoir quelles sont l'étendue et les limites de leurs pouvoirs en matière de réserves 76/.

50. Dans ces conditions, il peut être utile de réfléchir à l'institution de mécanismes de règlement des différends dans ce domaine précis, étant entendu que, dans l'esprit du Rapporteur spécial, ces mécanismes pourraient être prévus soit dans des clauses types que les Etats pourraient insérer dans les traités qu'ils concluraient à l'avenir, soit dans un protocole additionnel de signature facultative qui pourrait être ajouté à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969.

Section 3. Conclusion du chapitre

51. Il est très clair que le schéma provisoire de l'étude proposé ci-dessus ne saurait présenter un caractère intangible : il doit pouvoir être adapté, complété et révisé à mesure de l'avancement des travaux qui, de toute évidence, feront apparaître des difficultés nouvelles ou, au contraire, révéleront le caractère artificiel de certains des problèmes envisagés.

52. Il va également de soi qu'il constitue une simple proposition du Rapporteur spécial, qui accueillera avec reconnaissance toute suggestion susceptible de le rendre plus clair ou plus complet. Celui-ci lance cependant un appel aux membres de la Commission pour que, en faisant critiques et suggestions, ils gardent à l'esprit les exigences auxquelles un tel schéma doit répondre pour remplir pleinement ses fonctions 77/.

75/ Voir *supra*, Rapport (note 3), par. 459.

76/ Il en résulte que la position selon laquelle l'existence de dispositions prévoyant un mécanisme de règlement des différends rend superflue l'insertion d'une clause de réserves est pour le moins discutable; voir sur ce point P.H. Imbert, *op. cit.* (note 43) qui donne l'exemple de la déclaration du représentant de la Grèce, M. Eustathiades, à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales et selon laquelle l'adoption d'un protocole sur le règlement des litiges présenterait l'avantage d'"éviter d'aborder le problème délicat des réserves" (A/CONF.67/C.1/SR.44, par. 50).

77/ Voir *supra*, par. 34.

53. Il doit, en particulier, permettre aux membres de la Commission et aux représentants des Etats au sein de la Sixième Commission, d'une part, de s'assurer que les préoccupations qu'ils ont exposées lors de la "phase préliminaire" sont effectivement prises en compte et, d'autre part, à l'avenir, de se rendre compte assez précisément de l'état d'avancement des travaux à mesure que ceux-ci progresseront. Il a vocation à être, en quelque sorte, la "boussole" qui permettra au Rapporteur spécial de progresser, sous le contrôle de la Commission, dans la mission difficile qui lui a été confiée. Il devrait également constituer la trame du guide de la pratique que la Commission s'est donné pour tâche d'élaborer.

54. Le Rapporteur spécial estime que, sous réserve de difficultés imprévues, cette tâche peut et devrait être menée à bien dans un délai de quatre ans. Si l'on se réfère au schéma ci-dessus et en tenant compte du fait que le second chapitre du présent rapport porte sur la question de l'unité ou de la diversité du régime juridique des réserves (chap. I du schéma provisoire de l'étude),

- les chapitres II et III ("Définition des réserves" et "Formulation et retrait des réserves, des acceptations et des objections") pourraient être présentés à la Commission lors de sa quarante-neuvième session;
- le très important et difficile chapitre IV ("Effets des réserves, des acceptations et des objections") pourrait être traité l'année suivante;
- et la première lecture du guide de la pratique en matière de réserves aux traités pourrait être achevée en 1999 avec l'examen des chapitres V ("Sort des réserves, des acceptations et des objections en cas de succession d'Etats") et VI ("Le règlement des différends liés au régime des réserves"),

étant bien entendu que, comme le schéma général lui-même, ces indications n'ont et ne peuvent avoir qu'un caractère purement prévisionnel.
